

---

---

PREFECTURE DE LA MARNE

Châlons en Champagne, le

direction des actions de l'état

-----  
bureau de la gestion de l'espace

**Arrêté complétant l'autorisation accordée  
à la SOGESSAE d'exploiter une déposante  
de matières de vidange à Epernay  
sur constitution de garanties financières**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,**

installation classée  
N° 99 A 42 IC

**vu :**

- la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée susvisée, et notamment l'article 18 du décret,
- l'arrêté préfectoral n°91 A 06 IC du 22 février 1991, autorisant la SOGESSAE, dont le siège social se situe 48, rue du Val de Clair -BP 6- 51683 Reims cedex 2, à poursuivre l'exploitation, d'une déposante de matières de vidange sur la commune d'Epernay, lieudit «la Ferthilène»,
- l'arrêté complémentaire n°92 A 14 IC du 10 avril 1992 à l'arrêté du 22 février 1991,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 1er juillet 1998,
- l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 4 mars 1999,

l'exploitant entendu,

**SUR proposition** de Mme le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

*J...*

**ARRETE :**

**Article 1 :**

La société SOGESSAE, dont le siège social est situé 48, rue du Val de Clair -B.P. n°6- 51683 Reims cedex 2 est tenue, pour la dépositrice de matières de vidange exploitée à Epernay, de déterminer les éléments et le montant des garanties financières correspondant pour assurer :

- la remise en état du site en fin d'exploitation,
- la surveillance du site après la fin d'exploitation,
- les mesures en cas d'accidents,

Le dossier présentant le calcul des garanties financières doit être transmis à l'inspecteur des installations classées.

**Article 2 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, direction de la prévention des pollutions et des risques - service de l'environnement industriel, bureau du contentieux 20, avenue de Ségur 75302 Paris 07 SP-, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne, 25, rue du Lycée 51036 Châlons en Champagne cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

**Article 4 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée, pour information, à MM. le sous-préfet de l'arrondissement d'Epernay, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à M. le maire d'Epernay, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite sous pli recommandé, à M. le directeur de la SOGESSAE, 48, rue du Val de Clair - B.P. n°6 - 51683 Reims cedex 2.

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
l'Attaché Chef de Bureau

  
Stéphane DESSÉ

Châlons en Champagne, le 7 JUIN 1999  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé : Xavier de Fürst